

LES EFFORTS GOUVERNEMENT-PARTENAIRES ONT PERMIS DE LIBÉRER PRÈS DE 12.500 ENFANTS DES GROUPES ARMÉS

Bangui, le 7 février 2018 – Environ 12.500 enfants dont 29% de filles ont été extraits des groupes armés en République centrafricaine depuis 2014, grâce aux efforts conjoints du Gouvernement centrafricain et des partenaires. L'annonce a été faite mercredi à Bangui dans le cadre des préparatifs de la journée internationale de lutte contre le recrutement d'enfants soldats, qui sera commémorée le 12 février 2018. La conférence de presse a réuni des représentants du Gouvernement, de l'UNICEF et de la MINUSCA.

La ministre de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant, Gisèle Pana, a salué les résultats de ces efforts conjoints et appelé « à la compréhension et à la tolérance de tous dans toutes les communautés constituantes de la RCA, afin que soit facilitée la réintégration de ces enfants qui ont besoin de notre soutien ».

La ministre a également regretté la poursuite de « cette barbarie » avec « plus de 400 cas d'enrôlement d'enfants rapportés en 2017 », mais a dit la détermination du Gouvernement à combattre ce fléau. « La Politique Nationale de Protection de l'Enfant est actuellement sur la table du Gouvernement pour son adoption finale, et dans les tous prochains jours, la loi portant protection de l'enfant en RCA sera adoptée au niveau de l'Assemblée Nationale. En ratifiant le 21 septembre 2017, la Convention relative aux Droits de l'Enfant interdisant l'implication des enfants dans les conflits armés, le Chef de l'Etat a résolument engagé le pays sur la voie de l'impunité zéro pour tous les criminels qui persistent dans cette pratique d'un autre âge », a renchéri la ministre.

De son côté, le représentant du Ministère de la Justice et des droits de l'homme, Firmin N'gbeng-Mokoue, a annoncé des mesures « afin d'intégrer dans la législation nationale des dispositions incriminant les auteurs de recrutement ou d'utilisation de ces enfants dans les conflits armés qui secouent le pays ». Ce responsable a également indiqué que le Gouvernement est disposé à engager des discussions avec les partenaires sur la question de la protection et de la prise en charge des « enfants sortis des groupes armés après avoir commis des infractions pendant leur enrôlement ».

Pour sa part, le représentant de l'UNICEF à cette conférence de presse, Aliou Maiga, a indiqué que « depuis 2014, 12.483 enfants associés aux groupes armés dont 3.346 filles ont été libérés. Pour la seule année 2017, 3.066 enfants

des partenaires de l'UNICEF ». Parmi les recommandations pour combattre ce problème, il propose « des pressions de la communauté internationale sur les groupes armés pour signer les plans d'actions pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation des enfants dans leurs rangs ». Concernant la réinsertion sociale des ex-enfants soldats, il a souligné que cet accompagnement est fait en coordination avec le Ministre de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant et les organisations non-gouvernementales. « Depuis 2014, 37% des enfants n'ont pas pu bénéficier de ces opportunités à cause d'un manque de ressources et financements. Les autres défis restent l'occupation des écoles par les groupes armés et l'insécurité », a-t-il dit.

Le représentant de la MINUSCA, Ray Torres, a rappelé le rôle de la Mission et des agences onusiennes en appui aux autorités centrafricaines pour combattre ce fléau. « Le système des Nations Unies demeure disponible pour soutenir les efforts du Gouvernement centrafricain dans la sensibilisation sur les méfaits du recrutement et l'utilisation des enfants par les forces et groupes armés », a dit le représentant de la MINUSCA. Il a par ailleurs loué la ratification du Protocole Facultatif par le Gouvernement et l'encourage « à continuer ses efforts pour assurer sa mise en œuvre en incriminant le recrutement et l'utilisation d'enfants par les forces et groupes armés. Chaque autorité a un rôle à jouer pour sa mise en œuvre, et le système des Nations Unies est disponible pour soutenir ces efforts ».